

Conférence de presse du Président de la République à l'occasion du Conseil des ministres franco-allemand.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup, Monsieur le Chancelier, cher Friedrich. Merci pour ces mots et merci Mesdames, Messieurs les Ministres et l'ensemble de nos équipes, nos ambassadeurs, pour la préparation de ce Conseil franco-allemand pour la défense et la sécurité, de ce Conseil des ministres franco-allemand. C'était le 26e. Merci Mesdames, Messieurs d'être là pour cette conférence de presse.

Le Chancelier a tout dit et très bien dit. Et donc je vais essayer d'apporter juste quelques touches. D'abord pour vous dire que c'est pour nous un grand honneur de vous retrouver dans ce château d'Augustusburg, qui est en effet le symbole de la réconciliation entre nos deux pays, à la fois la première visite d'État en Allemagne en 1962 du Président de Gaulle, et si on remonte encore plus dans le temps, le traité de 1751, dit traité d'union, d'amitié et de bonne correspondance entre Louis XV et l'archevêque prince électeur de Cologne. C'est dire que ce lieu est fait pour les grands moments franco-allemands.

Je crois pouvoir dire que ce 26e Conseil des ministres franco-allemand a été marqué par un esprit de franchise, d'amitié, de pragmatisme et de volontarisme. Monsieur le Chancelier l'a parfaitement dit, mais nous vivons un moment de défi pour nos deux pays et une époque très singulière. La guerre sur le sol européen, la question régulièrement posée sur la convergence transatlantique et sa solidité, les défis technologiques auxquels nous sommes soumis, les défis migratoires que nous avons subis, et évidemment aussi aujourd'hui une guerre commerciale ouverte et une grande agressivité commerciale chinoise. Tout ça remet en cause beaucoup des fondamentaux de ce qu'était d'abord notre croissance, parfois nos modèles économiques et ce qui avait fondé l'Europe ces dernières décennies.

Au fond, ça impose encore plus de travailler en franco-allemand, c'est ce fameux réflexe qu'on a mis au point il y a un an, à la fois pour nos deux pays, parce qu'on doit bâtir aussi les nouvelles sources de prospérité, assurer aujourd'hui notre sécurité parce que c'est là qu'elle se joue, et parce qu'on le sait très bien, si la France et l'Allemagne ne se mettent pas d'accord, l'Europe n'avance pas. On connaît par cœur tout ce qui se dit sur le couple franco-allemand, mais la vérité, c'est que si le couple franco-allemand n'avance pas, l'Europe n'avance pas. Ce n'est pas une raison qui est parfois totalement suffisante, mais c'est la condition nécessaire pour les progrès européens.

Pour tout cela, je crois pouvoir dire que sur, à la fois nos discussions en tête-à-tête et avec nos équipes hier, et les conseils d'aujourd'hui ont marqué des avancées et une feuille de route très claire. Sur la partie sécurité-défense, Monsieur le Chancelier l'a dit, bon, on n'a pas mis en œuvre tout ce qu'on voulait mettre en œuvre il y a un an. Il faut être lucide. De toute façon, vous le savez. On le regrette, parce que ce n'est pas optimal à tous égards. On en a tiré une conséquence pour ce qui est de l'échec du SCAF, qui est de mettre en place une gouvernance de nos projets maintenant refondée, beaucoup plus resserré où, évidemment, les équipes politiques et nos ministres vont suivre avec leurs principaux collaborateurs en charge les projets pour pas les laisser dériver.

Mais surtout, je crois qu'on a redonné une impulsion par quelque chose et des initiatives qu'on a prises ensemble et qui n'étaient pas forcément attendues il y a un an. C'est ce qu'on a conçu patiemment pendant plusieurs mois et annoncé ensemble en mars dernier autour de la dissuasion avancée. Ce que la France a proposé, ce que l'Allemagne a immédiatement répondu et ce qu'ensemble nous avons bâti, qui est aussi de donner à l'Allemagne ce rôle d'avant-garde dans la dissuasion avancée, de partenaire singulier et unique. Et je crois que le meilleur symbole, c'était ce matin à Norvenich sur la base, les Rafale, les Eurofighter ensemble et notre réunion qui s'est tenue dans cet endroit.

Donc on a programmé avec un document confidentiel aussi beaucoup de choses ensemble sur ce volet. Et sur la dissuasion avancée, on va vraiment continuer la gamme des signalements possibles. Et c'est très important pour notre sécurité collective parce que ça crée du doute stratégique chez nos adversaires, parce que ça renforce notre intimité. Et derrière, il en découle aussi de nouvelles coopérations. C'est toute la partie épaulement conventionnel qui accompagne cette dissuasion avancée. Et donc on a acté d'avancer ensemble et là, on a consolidé la feuille de route de Toulon sur ce qu'on appelle l'alerte avancée, donc JEWEL, où à la fois la composante spatiale mais aussi terrestre, on a acté dans notre texte commun d'y aller. Donc on aura une offre commune franco-allemande.

La deuxième chose, c'est les frappes dans la profondeur. On a demandé à nos ministres d'avancer pour qu'il y ait une coopération trilatérale qui se passe avec chacun son segment du jeu très clair pour qu'on ait des capacités de tir dans la profondeur Allemagne, Royaume-Uni, France. Très bonne chose là aussi pour l'épaulement conventionnel de cette dissuasion avancée. Et puis, sur la défense antiaérienne, nous plaçons pour une souveraineté européenne et on veut avancer sur les fameux SAMP/T nouvelle génération, avec là aussi très clairement une volonté de la France de coproduire avec l'Allemagne et nos partenaires italiens qui sont dans le SAMP/T nouvelle génération, d'avoir une offre très claire.

On va aussi avancer dans les prochaines semaines sur la stratégie et la gouvernance de KNDS, qui est un des points clés de notre coopération. Donc relance très forte sur ce sujet avec une nouvelle feuille de route, une nouvelle méthode. Et puis, Monsieur le Chancelier a parfaitement dit tout ce qu'on fait sur l'Ukraine. Je crois que ces dernières semaines, par notre travail conjoint, on a d'abord bâti une reconvergence européenne et américaine à Évian. On a ensuite consolidé celle-ci à Ankara avec l'offre en particulier américaine de licensing à l'Ukraine et un réengagement américain concret. Et on a traduit l'engagement des Européens et de leurs partenaires sur les garanties de sécurité en début de semaine à Paris. Là, il y a une vraie synergie et une très grande complémentarité.

Sur la partie économique, là aussi, on a eu de très bons échanges. Il y a d'abord des choses sur lesquelles on avance très bien, et ce Conseil a consolidé tout le très bon travail qui avait été fait par les équipes, les ministres, sur la base à la fois de Toulon l'année dernière, le précédent CMFA, et puis du sommet qui s'était tenu à Berlin sur la souveraineté numérique européenne et de VivaTech il y a quelques semaines. Et donc, sur le numérique et l'innovation, on a vraiment là des coopérations très fortes, la création de l'initiative d'intelligence artificielle de frontière en particulier, qu'on va porter ensemble, une création d'ARPA, donc d'agence d'innovation de rupture en franco-allemand, avec le partenariat qu'on avait installé l'année dernière entre BPI et SPRIND, et une volonté d'avancer aussi sur les matières premières critiques, qui vient en complémentarité de cette initiative, et évidemment aussi, on a arrêté notre agenda commun sur le volet innovation, souveraineté technologique et ce qu'on va porter au niveau européen, souveraineté numérique européenne, etc. Sur souveraineté numérique, innovation, technologies de pointe et matières critiques, des avancées très importantes.

Sur l'espace, on est au milieu du gué. Ces derniers mois étaient incertains, on le voyait bien parce qu'il y a des tentations chez beaucoup de nos industriels parfois de revenir à des solutions plus nationales, parfois. Chez certains autres, peut-être de préférer le grand large à l'Europe. Nous, on préfère l'au-delà du Rhin à l'au-delà de l'océan, parce que c'est plus efficace. Et donc, je crois qu'on a bien avancé là aussi. D'abord, on a ensemble marqué notre soutien au projet Iris². C'était très important, il y avait eu des doutes. Donc soutien à ce projet, à son financement, qui est la clé pour avoir une constellation vraiment européenne, et retrouver de la souveraineté par rapport à ce qui est aujourd'hui l'exclusivité d'une offre américaine ou chinoise.

Volonté ensuite d'avancer sur nos projets de consolidation dans le secteur des satellites et puis volonté de passer en revue là aussi, sur le civil comme le militaire, tout ce qu'on peut faire pour améliorer les choses. Au-delà du soutien à IRIS², je considère qu'un des grands acquis qu'on a consolidés ici et qui s'était structuré ces dernières semaines, c'est notre position commune sur l'attribution des fréquences en Europe pour les services de satellites vers mobile et garantir justement cette souveraineté européenne, là aussi. Très important.

Donc voilà, on a commencé ce travail, on a reconvergé sur l'espace avec ces 2 acquis, on a dessiné les lignes, on a demandé à nos ministres vraiment de travailler pour septembre. On a le Sommet spatial international en septembre qu'on va co-présider ensemble. Et donc là, on doit vraiment aller encore plus loin et porter ensemble aussi d'autres initiatives européennes. Sur l'agenda de compétitivité européenne, dès l'année dernière, on avait ensemble porté vraiment un agenda et scandé un agenda de simplification, de débureaucratisation, et celui-ci avance. Et c'est vraiment, je crois pouvoir dire, l'impulsion franco-allemande qui l'a porté. Donc on continue sur la simplification de la réglementation européenne d'avancer, sur l'approfondissement du marché unique dans tous les domaines du jeu, et ça, on le porte ensemble et nos équipes de manière très forte.

On a acté là qu'il fallait que ce soit dans ce semestre qu'on parachève l'union des marchés de capitaux ou l'union de l'épargne et du financement. C'est fondamental parce que si on veut une Europe qui sait financer ses projets de rupture et au fond avoir la partie financière privée de ce que je viens de dire sur l'IA, le quantique et autres, il faut aller au bout de ce projet. Il y a un vrai accord franco-allemand, il y a ce groupe des 6 que les ministres ont structuré. Maintenant, c'est de la mise en œuvre, mais on pense qu'il faut le faire et la présidence irlandaise le veut. Soutien plein et entier de notre part, avec aussi le label d'épargne européen et tout ce qu'on fait sur, justement, finance, euro numérique, etc. Ça, c'est un point très important pour moi de cet agenda de compétitivité qu'on a acté, reconfirmé.

Ensuite, il y a eu un très bon échange et je trouve qu'on n'a jamais été aussi convergents sur la question de la Chine. On n'avait pas la même histoire sur la relation à la Chine et pas toujours les mêmes positions. Je crois qu'on constate tous aujourd'hui l'impact qu'elle a. On n'est pas du tout anti-chinois, soyons clairs, et dans notre diplomatie comme dans notre économie, mais on regarde lucidement. Notre Europe, c'est chaque jour 1 milliard d'euros de déficit commercial à l'égard de la Chine. Chaque jour, 1 milliard. C'est chaque jour des milliers, des dizaines de milliers d'emplois détruits. Chaque jour.

Alors derrière ça, il y a une Chine qui est très bonne en matière d'innovation. Et ça, on est d'accord. Et donc là-dessus, on veut engager avec la Chine pour avoir des transferts de technologie dans nos pays. Pas importer les produits, transférer en étant respectés, en créant des emplois chez nous pour pouvoir en profiter parce qu'on est lucides.

Deuxième chose, on veut protéger par ailleurs nos entreprises et nos secteurs. On l'a vu sur la chimie, on le voit sur la machine-outil, sur l'automobile et sur beaucoup d'autres. On est aujourd'hui bousculés. Pourquoi ? Parce qu'on a quand même une Chine qui aide en moyenne 8 fois plus ses entreprises que la moyenne de l'OCDE et que nous, et qui ne respecte pas les règles du jeu. Et donc là-dessus, on a appuyé, on va réappuyer très fortement le mandat donné à la Commission européenne d'aller beaucoup plus vite sur ces enquêtes de marché et ces instruments de protection de nos industries. Et ça, c'est absolument fondamental. Et on a demandé à nos ministres de l'Économie, des Finances, des Affaires étrangères, à l'initiative de Monsieur le chancelier, et je suis 100 % d'accord, pour septembre, d'avoir une feuille de route franco-allemande sur ce sujet.

Et puis derrière ça, on veut engager un dialogue aussi avec la Chine sur la question du change et de l'ouverture des marchés financiers, parce que c'est aussi fondamental pour corriger ce qui sont aujourd'hui des dysfonctionnements de la relation en matière de change et de la relation monétaire. Ça, je pense, c'est aussi un des grands acquis de notre discussion très approfondie.

Sur les autres questions économiques, il y a aussi une volonté réaffirmée d'avancer, d'abord pour finir d'ici la fin d'année le prochain cadre financier pluriannuel, et de le faire en étant conscient qu'on veut de l'ambition européenne, mais on veut de l'efficacité des dépenses. On regardera ensemble la copie, on va la préparer ensemble, qui sera donnée par la Commission sur les ressources propres, mais on ne peut pas avoir une trajectoire irréaliste d'augmentation de nos contributions nationales. Donc ambition, efficacité, exigence.

Sur l'élargissement et les réformes internes de l'Union européenne, nous partageons la même feuille de route. On a pris il y a quelques semaines une initiative franco-allemande sur l'élargissement qu'on va mettre en œuvre, on en a longuement parlé hier, dans les prochains mois. Et puis on a demandé à nos ministres de travailler ensemble sur un accord franco-allemand sur la question de la préférence européenne et du contenu européen, sur la réforme dite ETS, sur les flexibilités à nos objectifs carbone, et évidemment aussi sur l'ensemble des révisions de directives, et en particulier l'accélérateur industriel. Cette famille de sujets qui est aujourd'hui en train d'être discutée au niveau européen, nous voulons bâtir un accord franco-allemand très structurant pour, au fond, garder nos ambitions et nos ancrés, mais défendre la compétitivité européenne avec force, et défendre notre industrie. On croit dans une industrie décarbonée, mais au bon rythme, avec les bonnes protections et avec du pragmatisme quand on regarde la compétition internationale.

Enfin, le troisième axe de notre coopération, c'est la protection, la résilience de nos sociétés et de nos démocraties. Là-dessus, soutien à notre politique et la très bonne coopération franco-allemande en matière de lutte contre l'immigration clandestine de sécurité. Et je veux vraiment remercier Monsieur le chancelier, son ministre pour la très bonne coopération à cet égard, on l'a dit, pour lutter contre les passeurs, pour là aussi mettre en œuvre ce que nous avons soutenu au niveau européen pour le pacte asile-migration. Volonté d'aller vers des avancées concrètes sur le plan aussi transfrontalier, avec les transports ferroviaires, la mobilité des travailleurs, la santé, où on a eu des propositions très concrètes, et l'apprentissage.

Et puis sur le plan du dialogue social, nous avons un sommet social franco-allemand qui se tiendra le 10 novembre prochain à Paris, qui est pour nous une occasion importante d'abord d'échanger sur les réformes qui se font de part et d'autre du Rhin, sur la modernisation de notre modèle social. On pense que c'est extrêmement important qu'il y ait une convergence, d'essayer de voir tout ce qu'on peut faire pour faire converger nos agendas et nos partenaires sociaux. Et puis pour aussi ensemble bâtir la préparation en termes de formation continue liée à l'intelligence artificielle et ses impacts. Sur ce sujet, je vais être très clair : nous avons poussé une réforme des retraites qui permettait une reconvergence franco-allemande. Force est de constater que le consensus politique en France a décalé les dernières étapes de cette réforme des retraites au moment même où l'Allemagne, avec pragmatisme et lucidité, a mis sur la table une réforme des retraites qui, elle, remet de l'ambition à la fois sur la question de l'âge, de la capitalisation. Je pense que c'est nécessaire d'avoir un dialogue franco-allemand, à la fois dans les mois à venir pour le gouvernement en place et votre serviteur, mais également pour éclairer le débat présidentiel français, parce que je ne crois pas que les choses changent drastiquement en termes démographiques et économiques de part et d'autre du Rhin. Nous sommes confrontés aux mêmes défis. Et c'est très important d'avoir ce travail ensemble.

On a eu de très bons échanges sur notre ambition renouvelée pour l'Office franco-allemand de la jeunesse, fonds jeunesse qu'on va adosser complètement à celui-ci, nos luttes contre les ingérences étrangères et la manipulation de l'information en ligne, la mise en œuvre de ce qu'on avait annoncé sur Arte avec l'eupéanisation des projets et le bouclier informationnel porté par France Médias Monde et Deutsche Welle.

Et enfin, je voudrais dire ici qu'on a eu une très bonne discussion et surtout acté une convergence de vues pour la protection des mineurs sur les contenus en ligne. La France, comme vous le savez, s'apprête à finir les débats parlementaires sur ce sujet, mais nous voulons ensemble porter cet agenda au niveau européen pour bâtir de l'unité à la fois sur la protection des mineurs, mais la protection aussi de notre démocratie et de l'espace informationnel face aux réseaux sociaux et à l'IA.

Voilà ce que je pouvais rajouter. Monsieur le chancelier, je veux ici vous dire vraiment de notre part à la fois notre gratitude pour votre hospitalité et les très bons échanges qu'on a eus depuis hier, parce que c'est souvent en prenant le temps, en partageant aussi la vision stratégique qu'on arrive à faire avancer les choses, et l'esprit de grande confiance qui a régné, on l'a vu, entre nos ministres et nos collaborateurs. Ce sommet avait été très bien préparé. Il a permis du coup d'arriver à des résultats concrets, mais aussi à ce qu'on bâtit ensemble avec nos ministres une feuille de route pour les semaines à venir très concrète, avec des rendez-vous là dès septembre qui vont permettre sur la relation bilatérale et pour l'agenda européen d'avoir des résultats concrets.

Et pour moi, la période octobre-décembre, c'est vraiment le temps de l'action sur à la fois les projets industriels qu'on a évoqués, sur le budget, sur l'union des marchés de capitaux. Sur la stratégie à l'égard de la Chine. Et donc c'est un moment de vérité aussi pour nous et pour l'Europe. Et donc c'est tout ça qu'on a préparé avec ce sommet et ce Conseil des ministres franco-allemand. Merci infiniment, cher Friedrich.

Journaliste

Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, bonjour. Vous vous êtes projeté, je vous cite, sur les prochains mois, les prochaines années, mais ce n'est pas un mystère, vous en avez parlé, Monsieur le chancelier. Dans moins d'un an, il y a une élection présidentielle en France. Si l'on en croit les sondages, il y a des chances, aujourd'hui, importantes que le Rassemblement national l'emporte.

Est-ce qu'il y a urgence selon vous à cranter des avancées en matière militaire avant cette échéance ? Est-ce qu'une victoire de Marine Le Pen mettrait en danger selon vous le tandem franco-allemand ? *Pour l'éventualité d'une victoire de Marine Le Pen, est-ce que vous la considérez comme une partenaire, Monsieur le Chancelier ?*

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Trois remarques. La première, méfiez-vous tout de même des sondages, si je puis me permettre. Je connais beaucoup de gens qui étaient élus en juillet 2016. Ce n'étaient pas les mêmes forcément qu'on a retrouvés en mai 2017. Et donc, mon humble remarque, c'est que l'élection, de ce que j'ai compris, elle était en avril et mai 2027. La deuxième remarque, c'est faites confiance au peuple français. Ne lui prédisez pas toujours le pire, laissez-lui vouloir le meilleur. Et ma troisième remarque, c'est que nous travaillons pour nos peuples, pour nos pays et au-delà de nos personnes. Et je crois que l'agenda que nous avons dessiné aujourd'hui, les décisions qu'on a prises, elles sont nécessaires, elles sont bonnes pour notre sécurité, notre prospérité, notre paix, pour la société.

Je crois qu'elle rassemble très largement, et donc l'agenda de mise en œuvre c'est le plus vite possible et le plus fort possible. Parce qu'au fond de part et d'autre, ce que nous voulons, c'est de l'efficacité. Voilà, c'est avec cet esprit que nous travaillons.

Journaliste

Monsieur le Président, je voudrais vous poser une question sur la dissuasion nucléaire. Aujourd'hui, vous avez décidé que l'Allemagne, pour la première fois, pourra participer à un exercice nucléaire français.

Quels sont les autres pas que vous envisagez pour l'avenir ? Est-ce que c'est possible, envisageable, de stationner des armes nucléaires françaises en Allemagne ? Et Monsieur le chancelier fédéral, une participation nucléaire comme celle qui existe déjà avec les États-Unis, avec la France, est quelque chose que vous envisagez de cofinancer, le programme nucléaire français ? Et est-ce que cette coopération sera aussi bonne si Marine Le Pen gagne les élections présidentielles ?

Emmanuel MACRON

Alors je vais tordre le cou à un canard, comme on dit chez moi, qui est dans votre deuxième question, qui ne m'est pas adressée, mais à laquelle je vais quand même répondre. L'objectif de la dissuasion avancée, ce que nous avons proposé, ce que nous avons préparé très intimement avec le chancelier et ses équipes les plus proches, et qui a donné lieu à cette réponse savamment préparée ensemble en mars dernier, en aucun cas ne vise un cofinancement du nucléaire français. En aucun cas.

Je préfère être clair tout de suite et définitif. Je sais que c'est une idée de tous ceux qui voudraient voir derrière cela des choses. Non. Notre nucléaire, on l'a financé depuis qu'il existe et il fait partie de la trajectoire. Il a été voté. On a doublé le budget de nos armées ces 9 dernières années. On vient de voter une loi de programmation militaire qui sera promulguée dans les prochaines semaines. Et donc c'est financé. L'objectif, qu'est-ce que c'est ? C'est d'améliorer la sécurité du continent européen, de créer plus d'incertitude chez nos adversaires en permettant à, justement, cette dissuasion nucléaire d'avoir d'autres voies et moyens. D'abord de créer de l'intimité stratégique entre nous, c'est-à-dire nous d'expliquer un peu nos secrets, comment on fait, de proposer des exercices conjoints, des éléments conjoints de partenariat, une plus grande intimité entre nos équipes, nos experts, nos militaires — ce matin était une illustration — et de créer de l'incertitude chez nos adversaires parce que ça dilue la présence de cette dissuasion nucléaire.

Ça nous permet de potentiellement rejoindre d'autres points. Et je me suis exprimé à l'Île Longue sur chacun de ces sujets. Donc nous, nous sommes ouverts opérationnellement à tout, mais je ne vais pas ici agiter des choses qu'on n'a pas encore faites. Et en tout cas, c'est des choses qui se discutent avec nos partenaires. Et donc nous, notre volonté, c'est d'aller le plus loin et le plus utilement possible avec l'Allemagne, qui est le partenaire de confiance, le partenaire privilégié, de par le traité d'Aix-la-Chapelle, de par la confiance entre nos deux pays, de le faire pour aussi créer de l'incertitude chez nos adversaires, et donc assumer de ne pas toujours dire 100 % des choses de ce qu'on va faire, parce que la visibilité totale et absolue n'est pas forcément la stratégie la plus efficace face à des adversaires sur le sol européen, mais de le faire toujours en décidant ensemble ce que l'exercice qu'on fait ou la localisation qu'on produit. Mais le financement du nucléaire français sera toujours fait par la France. Je tiens à vous rassurer.

Journaliste

Monsieur le chancelier, Monsieur le Président. Monsieur le Président, après l'abandon du projet du SCAF, pouvez-vous nous donner des précisions sur le futur, sur l'avenir de deux coopérations franco-allemandes, à savoir le volet 2 du SCAF, la partie cloud de combat, et le projet de char du futur MGCS ? Et puis un mot, si vous le permettez, Monsieur le chef de l'État, une question sur la situation au Moyen-Orient. Vous avez appelé la semaine dernière l'Iran au calme, à la retenue. Les États-Unis ont poursuivi la nuit dernière leurs frappes contre l'Iran. Appelez-vous les États-Unis au calme et à la retenue ?

Emmanuel MACRON

Sur votre première question, oui, le reste des projets, y compris sur le cloud et autres, continue d'avancer entre nos industriels et les industriels compétents. Et donc ceci se poursuit sur le calendrier prévu. Ce qui a marqué un arrêt, c'est le projet d'avion unique. Et par voie de conséquence de moteurs associés, mais tout le reste, et le cloud et les systèmes, nous continuons de coopérer.

Sur le programme sur le char du futur dit MGCS que vous avez évoqué, là-dessus, donc, on a réaffirmé notre engagement. On a aussi pris acte de l'accord conclu entre nos deux pays sur la stratégie et la gouvernance de KNDS, qui est une composante importante de ce projet, avec pour ambition d'en faire une entreprise de défense franco-allemande de premier plan. Et là, avec, vous le savez, des sujets à venir à la fois de recomposition du capital et de capacité à le rendre public. Donc là aussi, c'est un projet qui avance. Il a pris du retard, mais dans les deux cas, ce que nous avons constaté, c'est qu'en laissant la main exclusivement à des stratégies industrielles qui, si je puis dire, par nature ne sont pas forcément convergentes, on avait perdu des opportunités.

Donc notre volonté, c'est derrière d'adapter et d'améliorer la gouvernance des projets de défense communs et c'est tout ce que nous avons acté dans le CFADS de ce matin. Enfin, sur votre dernier point, je ne ferai pas un parallélisme exactement de la même manière. Il y a un accord qui a été conclu, préparé à Islamabad, finalisé à Lucerne, et qui d'ailleurs s'est conclu autour de notre G7, et que nous avons soutenu. Cet accord prévoit la réouverture sans conditions et péage d'Ormuz, la paix et le cessez-le-feu plein et entier au Liban et le début de discussions. Cet accord, il doit avoir environ 30 jours maintenant. Il prévoyait cette période de 60 jours. Moi, j'appelle surtout les Iraniens à le respecter. Il n'était pas écrit que les Iraniens avaient le droit de frapper dans les eaux omanaises ou les eaux internationales. Ce n'est ni la lettre ni l'esprit de cet accord. Et donc je pense que tout le monde doit revenir au calme et les Iraniens doivent respecter ce qu'ils ont signé, c'est-à-dire permettre la réouverture du détroit d'Ormuz et permettre la reprise des discussions. Et je constate que les forces américaines sont venues en réaction aux frappes iraniennes d'il y a quelques jours. Et je pense que ça, ce n'est pas la bonne méthode collectivement.

Donc moi, j'en appelle au retour à cet accord qui n'est pas parfait, mais qui permet au moins le cessez-le-feu et la réouverture d'Ormuz et la paix au Liban, au respect de ce cessez-le-feu et à la reprise de dialogue, et nulle autre chose. Nous avons marqué, quant à nous, notre disponibilité pour aider à la réouverture d'Ormuz dans le cadre de la mission ad hoc que nous avons bâtie il y a quelques semaines. J'ai pu recevoir le sultan d'Oman et proposer cela dans les eaux omanaises. Et que je ne sache, ça n'est pas l'Iran qui décide pour les eaux omanaises.

Journaliste

Merci. Monsieur le Président, je voudrais savoir quels sont les buts européens. Vous avez parlé tous les deux du cadre financier pluriannuel. Où est la convergence entre la France et l'Allemagne ? Je ne vois pas vraiment, parce que la France voulait avoir un financement important pour les dépenses agricoles. Et le souhait est plutôt de les limiter. Et, Monsieur le Chancelier fédéral, le Président a parlé de la convergence dans les rapports avec la Chine, mais la Chine récusé vos accusations de l'infra-valorisation du yuan. Il y a également l'accusation des surcapacités qui serait tout à fait fautive parce qu'il y a cette demande de la part de l'Europe. Est-ce que vous pouvez nous donner une réponse si vous voulez être vraiment prêts à vous défendre face aux produits chinois ? Et sur la question sur Jens Spahn, il y a déjà une partie de la CSU qui exige son retrait. Quelle est votre réponse ? Est-ce que vous allez défendre Monsieur Spahn ou pas ?

Emmanuel MACRON

Vous avez posé deux questions sur la Chine et le budget. Sur le budget, la France défend un budget agricole ambitieux, mais elle n'est pas toute seule. Ne vous trompez pas. Il n'y a pas d'accord sur le budget si vous n'avez pas les gens sur l'agriculture et les fonds de cohésion, en vrai. Malheureusement pour moi, ça sera mon troisième exercice budgétaire négocié, donc je peux vous le dire en connaissance de cause. Nous, on est prêts à faire ce que dans le langage bruxellois, j'ai découvert ça, on appelle des *smart cuts*, des coupes intelligentes, c'est-à-dire des coupes sur lesquelles on est d'accord. Donc, en vrai, on va commencer la discussion pour dire où est-ce qu'on peut faire des économies intelligentes qui n'impactent pas nos priorités réciproques. Mais on va devoir trouver une convergence sur tout ça. De quoi on a besoin ? D'un budget européen qui tient nos politiques historiques sur l'agriculture.

Parce que l'agriculture, il en va aussi de notre souveraineté alimentaire. Il ne faut pas se tromper. Ça ne sert à rien de bâtir la souveraineté numérique de défense si c'est pour construire une dépendance agricole. On pense que l'agriculture, c'est acquis de tout temps. Faux.

On a construit après-guerre, par notre Europe, une souveraineté alimentaire. Il faut la défendre. Donc l'agriculture, important. Les fonds de cohésion, très importants pour beaucoup de nos collègues parce que ça recrée de la convergence européenne. Après, on voit bien qu'il y a des budgets qui augmentent beaucoup dans d'autres politiques sur les coûts de fonctionnement de notre Europe, etc., où on peut se mettre d'accord.

Ensuite, on a la nécessité d'avoir de nouvelles politiques et sur le spatial, on s'est mis d'accord sur IRIS², sur le numérique, sur les technologies vertes, sur des sujets de défense, l'IA, le quantique. On veut une politique européenne ambitieuse. Si on veut défendre le marché unique, on ne peut pas renvoyer ça aux budgets nationaux, sinon on détricote le marché unique. Donc ce qu'on a appelé là ce fonds de compétitivité, ces dépenses d'avenir, appelez-le comme vous voulez, c'est aussi un pilier très important du prochain budget. Et derrière ça, nous, ce qu'on fait, c'est qu'on va travailler ensemble pour regarder où est-ce qu'on peut faire les coupes intelligentes pour que ça revienne à un niveau raisonnable mais ambitieux. Et on a besoin de cette ambition. Et préparer ensemble notre réponse aussi à ce que la Commission nous prépare sur les ressources propres, très important.

Dans les prochaines semaines, la discussion sur les ressources propres, elle est clé. Pourquoi ? Parce que les ressources propres que l'Union peut avoir, qui sur une taxe numérique, qui sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ou autre, c'est ce qui vous permet d'avoir plus d'investissements européens sans avoir plus de contributions nationales, surtout de la part des pays comme nous qui sont des contributeurs nets. Donc voilà l'esprit dans lequel on va travailler et en bâtissant un accord et un compromis.

Sur la Chine, les chiffres, ils sont assez simples et assez clairs. On peut dire ce qu'on veut, la Chine, c'est en aide aux entreprises 8 fois la moyenne de l'OCDE. La Chine, ça représente à peu près 15 % du commerce mondial et c'est 35 % des produits manufacturés. Si ça ne s'appelle pas une surcapacité ! Et c'est l'effondrement du marché domestique.

Ce qui fait que nous, Européens, on est un facteur d'ajustement du déséquilibre entre offre et demande chinois. C'est vraiment très clair. Et on l'est encore plus post-tarifs américains. Donc, il est clair qu'on doit régler ça. Et il n'y avait pas forcément de convergence au début entre nous. Rappelez-vous, quand la Commission a lancé son enquête sur les véhicules électriques venant de Chine, elle a fait d'ailleurs une approche très fouillée, différenciée entreprise par entreprise. On n'était pas d'accord en franco-allemand à cette époque-là. Là, vraiment, on est d'accord parce que les chiffres sont là. Il y a une vraie convergence historique. Et donc, on ne doit insulter personne, on n'est pas du tout pour faire un découplage, comme on le dit en bon français ou en bon allemand, avec la Chine. On est pour à la fois nous dérisquer, réduire nos dépendances, d'où ce qu'on veut faire ensemble sur la technologie, les matières premières critiques, mais on est pour protéger nos entreprises. Des mesures de sauvegarde, des mesures, ce qu'on demande à la Commission, et au fond, pas mettre 18 mois pour faire une enquête.

Il y a un secteur qui est menacé par une attaque de l'industrie chinoise et ça se voit tout de suite, quelque part, des mesures d'urgence et des procédures d'alerte que la Commission pourra prendre pour pouvoir tout de suite réagir et protéger notre base industrielle. Et ça, il faut réussir à le faire dans un dialogue avec la Chine pour qu'elle comprenne que sinon, elle nous place dans une position impossible. Mais c'est fondamental.

Et à côté de ça, j'insiste sur 2 autres choses et je conclurai là. On doit défendre le contenu européen parce qu'au-delà de la Chine, plus largement, on est le seul grand espace qui ne défend pas son contenu domestique. La Chine, elle a une préférence chinoise. Elle défend un contenu chinois, elle défend un capital chinois. Les États-Unis d'Amérique et même l'Amérique du Nord à travers le NAFTA, ils défendent un contenu, surtout quand il y a des subventions fédérales. Nous, en Europe, on est les seuls jusqu'à présent à ne pas le faire. On commence à le faire, mais il faut le faire, il faut le faire. Et l'Europe, c'est 27, parce que le budget, on est 27 à payer.

Les Marocains, les Turcs qu'on aime beaucoup, avec lesquels on a un lien industriel et qui sont des partenaires de confiance, ils ne sont pas dans le budget européen. Nos partenaires commerciaux, l'Inde ou autres, qui sont des gens de confiance avec qui on a une relation amicale, on les aime beaucoup, on veut commercer, mais ils ne sont pas dans le budget européen. Donc on défend une préférence européenne et un contenu européen qui est vraiment à 27, parce que c'est sur des dispositifs que les Européens à 27 payent. Et on doit défendre notre emploi à 27.

Et mon dernier point, c'est qu'on doit compléter tout ça, et je salue vraiment ce que le chancelier avait lancé dans la discussion au G7 il y a quelques semaines, d'un dialogue sur le change avec la Chine. C'est très important. C'est-à-dire qu'on doit vraiment réengager avec la Chine un dialogue stratégique, nous Européens, parce qu'aujourd'hui on a un renminbi qui a une relation à l'euro qui n'est pas soutenable et qui ne correspond pas aux termes de l'échange. Il ne peut pas y avoir un tel excédent commercial de leur part et un renminbi autant dévalué par rapport à l'euro. Ce n'est pas soutenable. Et ça, et la fermeture de leurs marchés financiers est un problème pour la relation commerciale et financière entre nos 2 espaces. Et donc, ça, on doit l'aborder de manière extrêmement respectueuse, mais volontariste.